

LES ENTREPRISES DANS LA CRISE, PREMIERS RÉSULTATS ISSUS D'UNE ENQUÊTE EUROPÉENNE

C. Jadeau, E. Jousselin, S. Roux, G. Verdugo

Présentation de l'enquête

- Wage Dynamics Network : réseau de recherche européen, 25 banques centrales du SEBC, coordonné par la BCE
- Enquête 2014 porte sur la période 2010-2013, 3^{ème} vague après 2007 et 2009
- Questionnaire commun dans 25 pays, adressé aux firmes
- Objet de cette présentation : premiers résultats statistiques, études approfondies à venir
- Les précédentes enquêtes pour la France (Horny et al., 2010) mettaient en évidence :
 - baisses de salaires nominaux peu fréquentes
 - ajustement de la masse salariale via une réduction de la main d'œuvre temporaire et permanente
 - dans une moindre mesure, baisses de la part variable des rémunérations

Présentation de l'échantillon

- Échantillon initial de 4 778 entreprises, régulièrement interrogées lors des enquêtes mensuelles de conjoncture menées par la Banque de France. Ces entreprises représentent 20 % du chiffre d'affaires global réalisé en France
- 1 156 réponses ont été collectées entre juin et novembre 2014. Le taux de réponse est de 24 %
- Parmi les répondants, sur-représentation de l'industrie manufacturière et entreprises de grande taille
- Pondération des firmes par le nombre d'employés.

Objectifs : Comprendre comment l'activité des entreprises a été affectée par la crise, déterminer la nature de leur ajustement, identifier les contraintes rencontrées pour s'ajuster

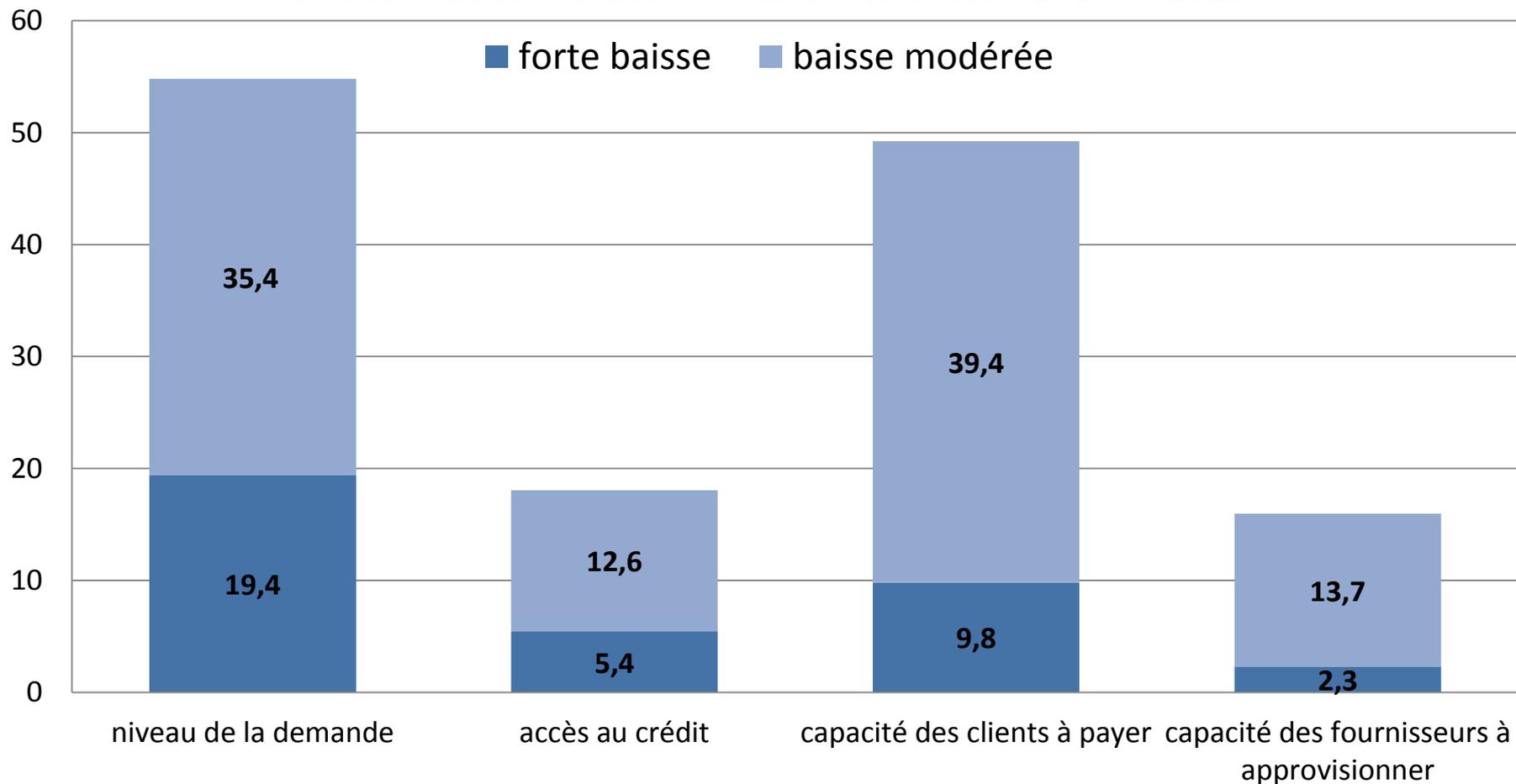
- I. Source et ampleur du choc
- II. Évolution des coûts
- III. Ajustement des entreprises
- IV. Présentation des difficultés d'ajustement

Nous présenterons de nombreuses comparaisons européennes

I. Source et ampleur du choc

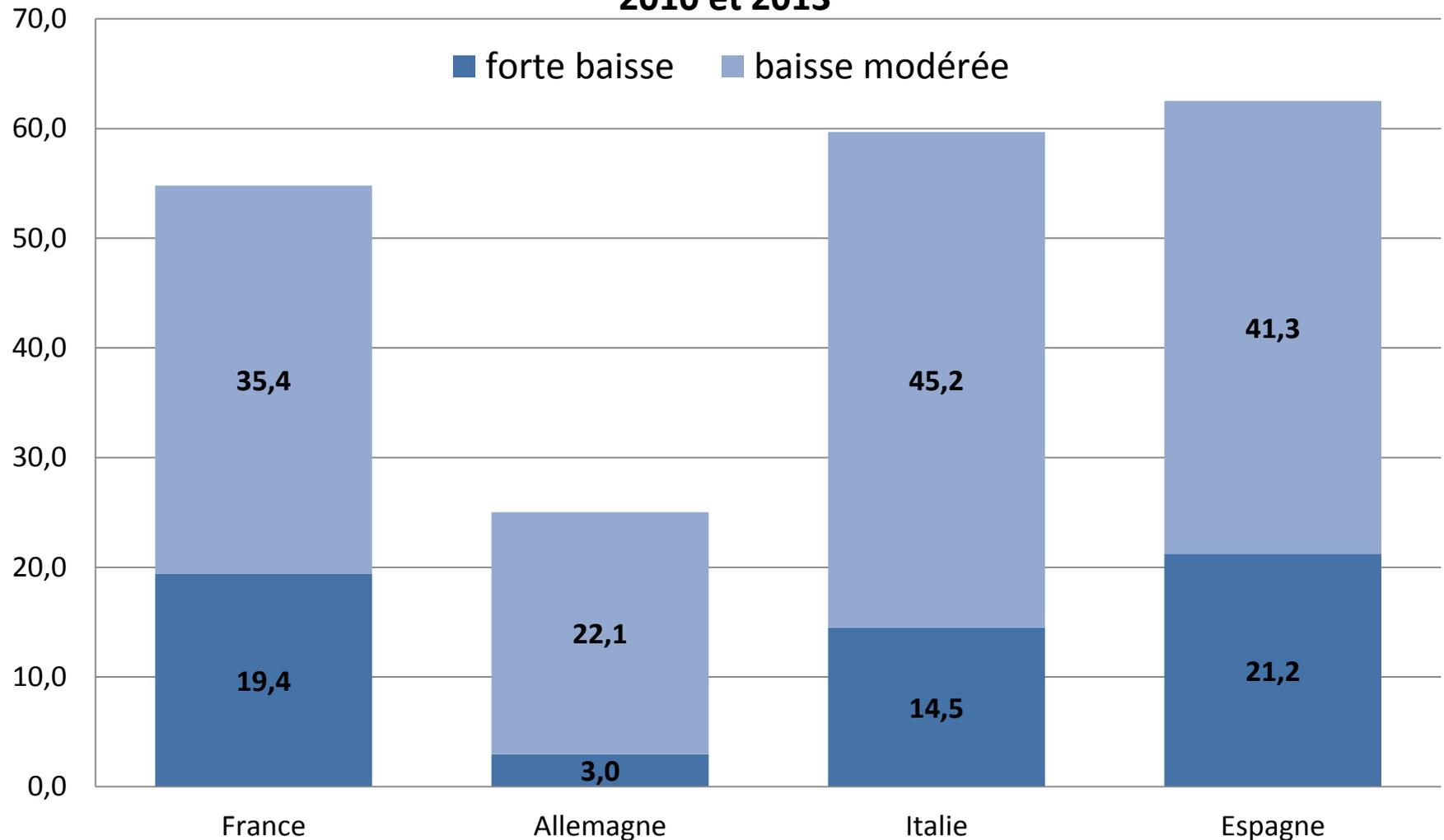
L'activité des entreprises française principalement affectée par la baisse du niveau de la demande

Pourcentage des entreprises françaises déclarant que la baisse des facteurs suivants a affecté leur activité entre 2010 et 2013



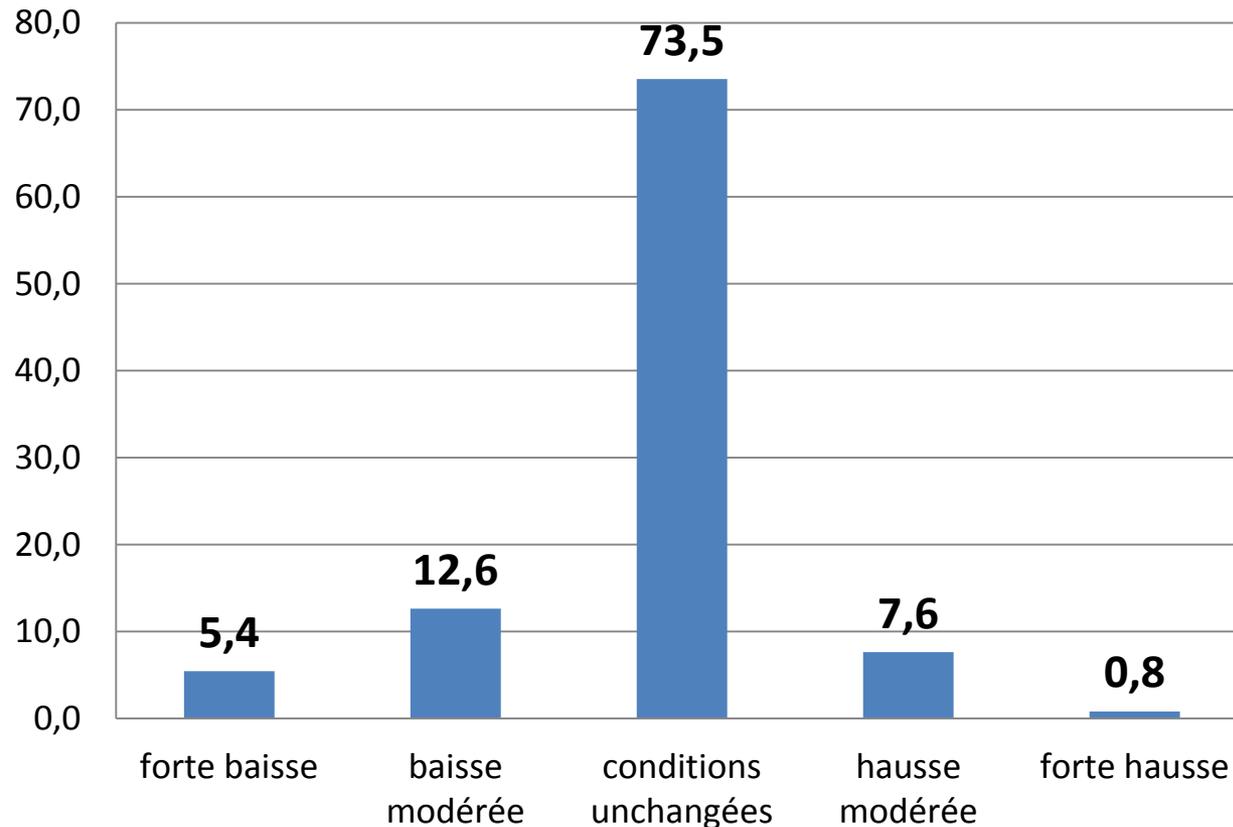
Les résultats pour les pays européens sont conformes à l'ampleur de la crise pour chaque pays

Pourcentage des firmes déclarant une baisse de la demande entre 2010 et 2013



Pas de contrainte forte pour l'accès au crédit : Kremp et Sevestre, 2011 ; enquêtes SAFE

Disponibilité du crédit en France (pourcentage de firmes)

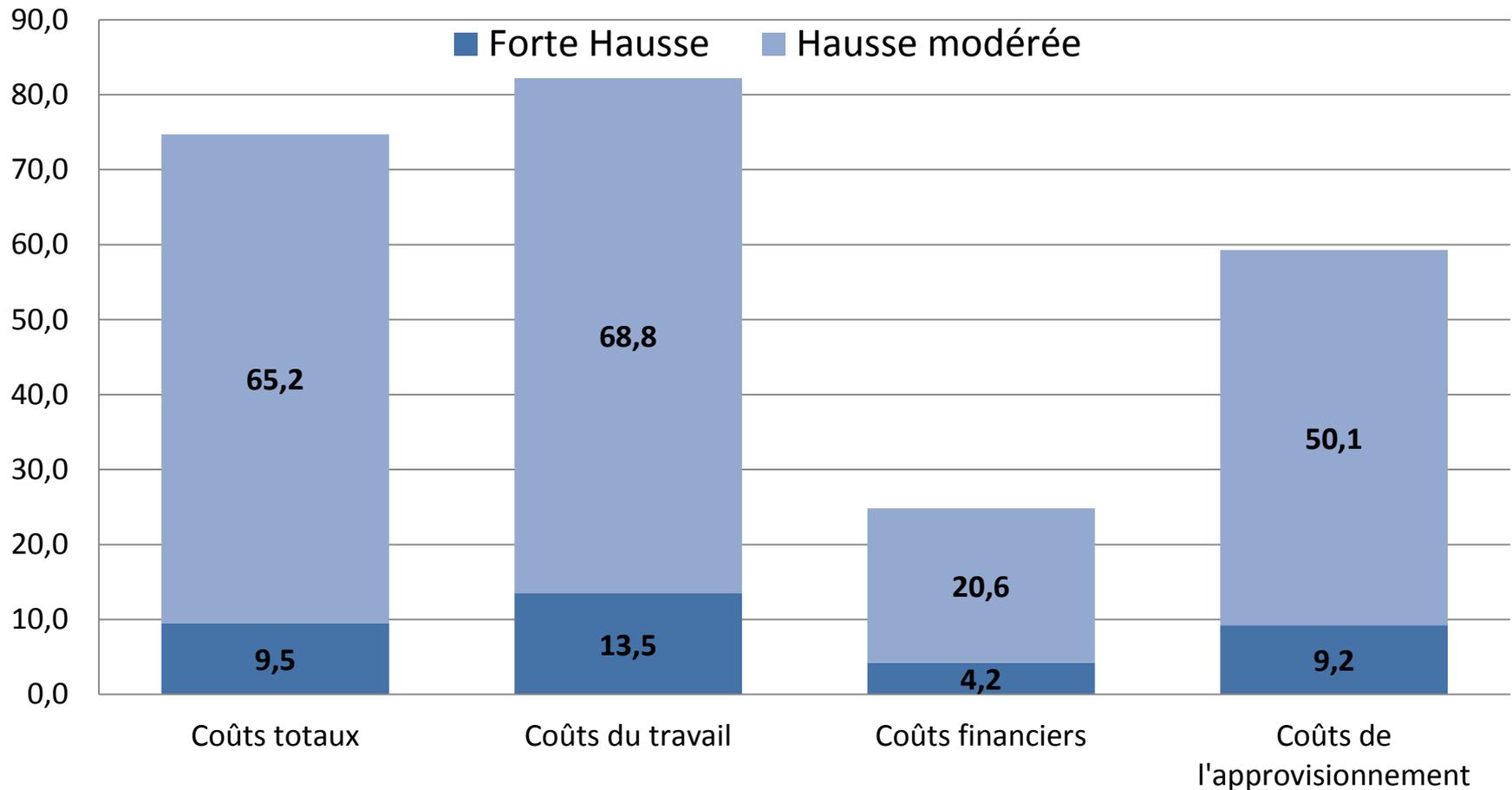


	Difficultés d'accès au crédit
Toutes les firmes	18.0%
Manufacturier	17.7%
Construction	26.6%
Commerce	16.7%
Services	16.8%
5-19 employés	23.9%
20-49 employés	18.9%
50-199 employés	16.1%
200 et plus	16.6%

II. Évolution des coûts

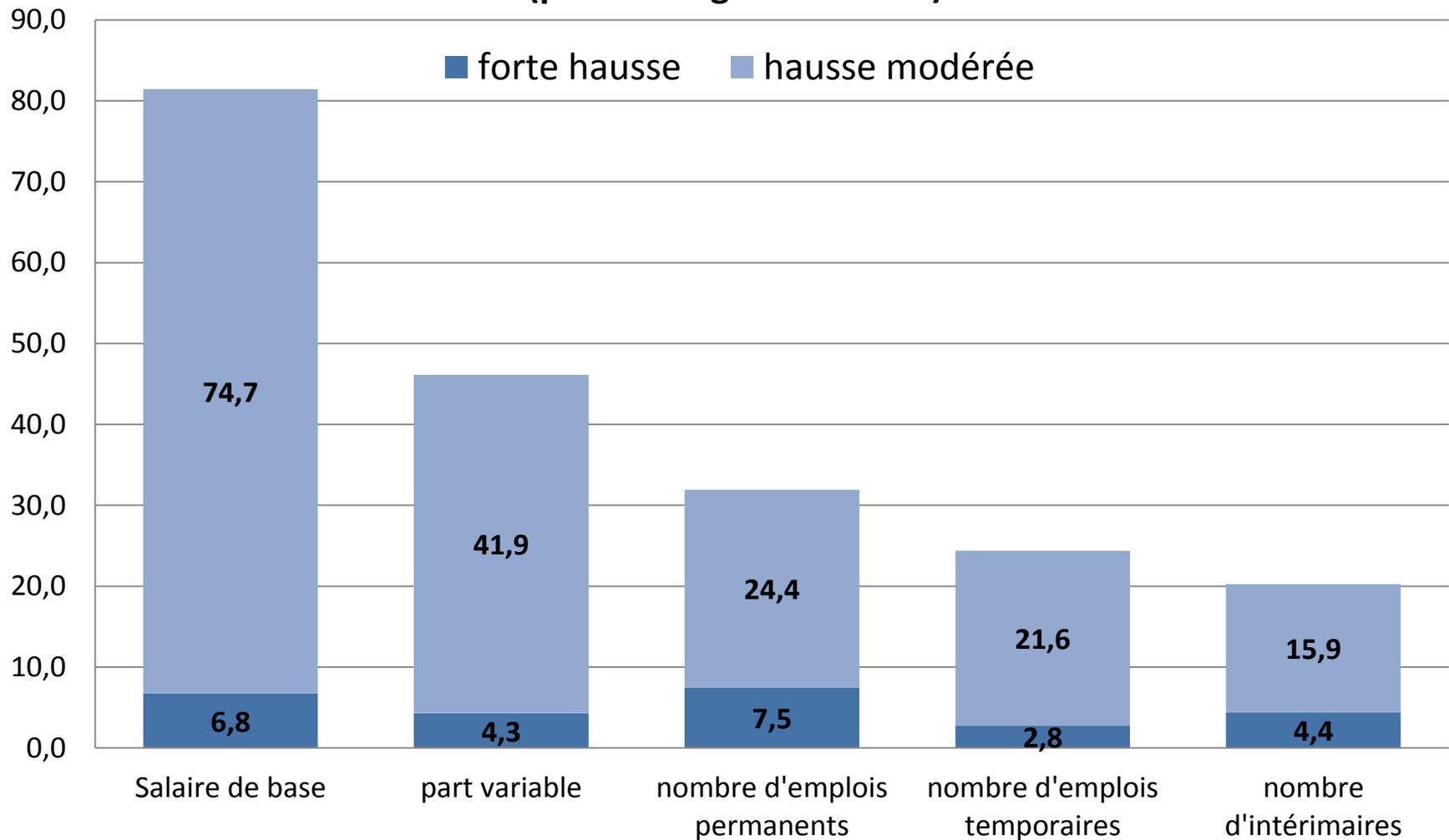
Les coûts ont continué à être dynamiques lors de la période et notamment les coûts du travail qui ont connu une trajectoire contra-cyclique pendant la crise

Hausse des coûts en France entre 2010 et 2013 (pourcentage de firmes)



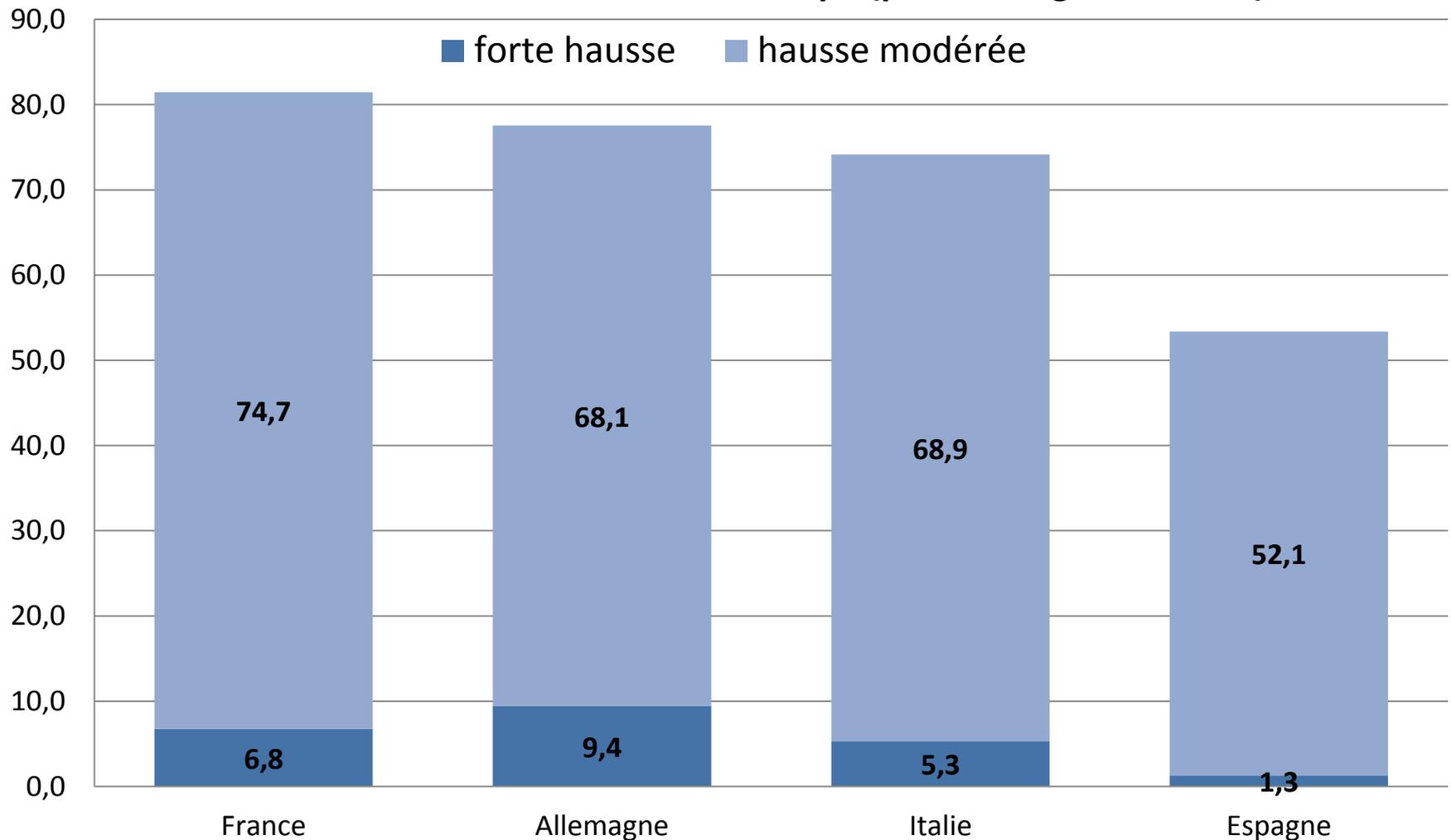
La hausse du salaire de base est le principal facteur de l'augmentation de la masse salariale
Verdugo, 2013; Askenazy et al., 2013

Évolution des coûts du travail en France entre 2010 et 2013 (pourcentage des firmes)

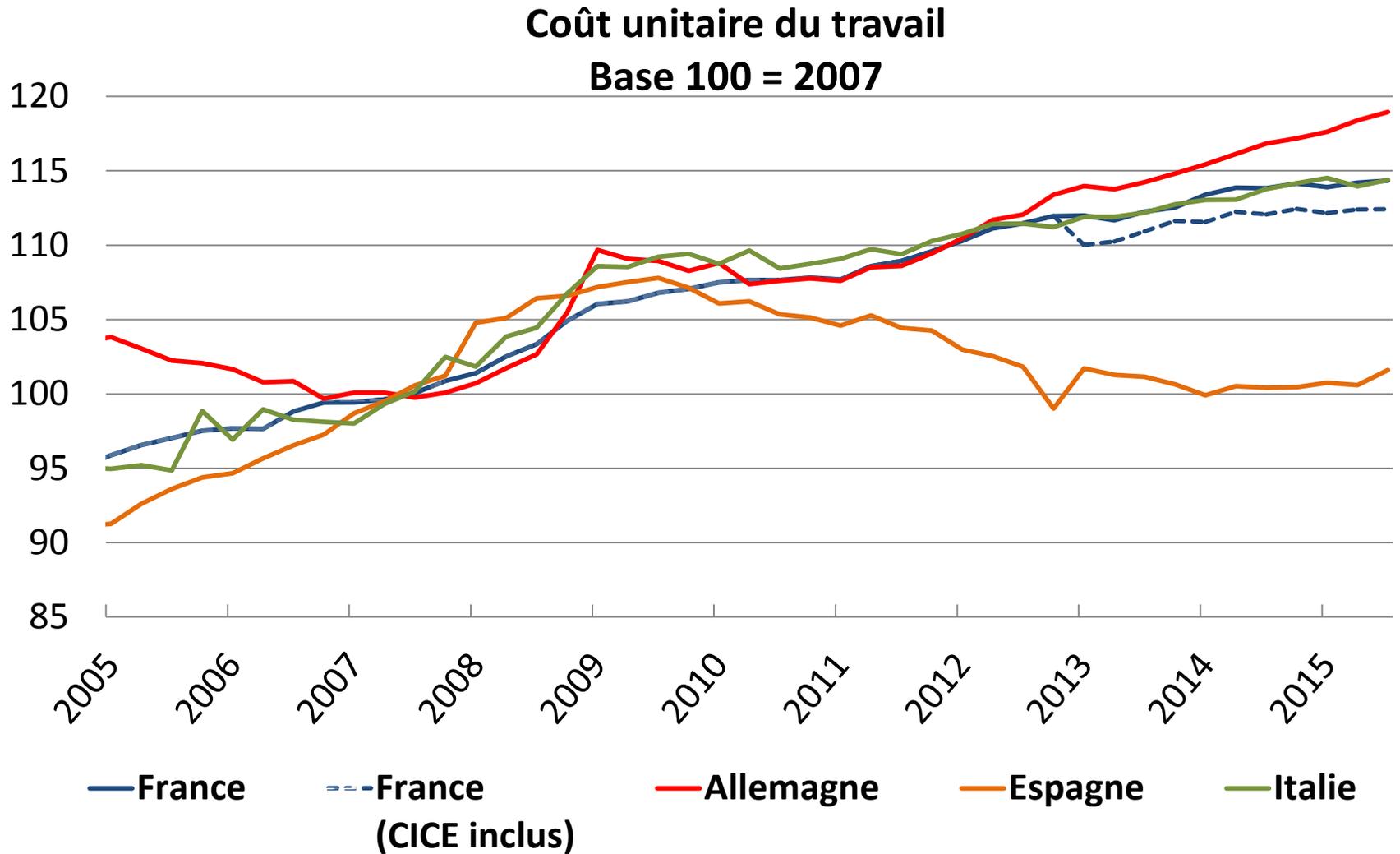


La majorité des firmes européennes rapportent une hausse des salaires de base. Toutefois cette hausse apparait moins importante en Espagne.

Évolution des salaires de base en Europe (pourcentage de firmes)



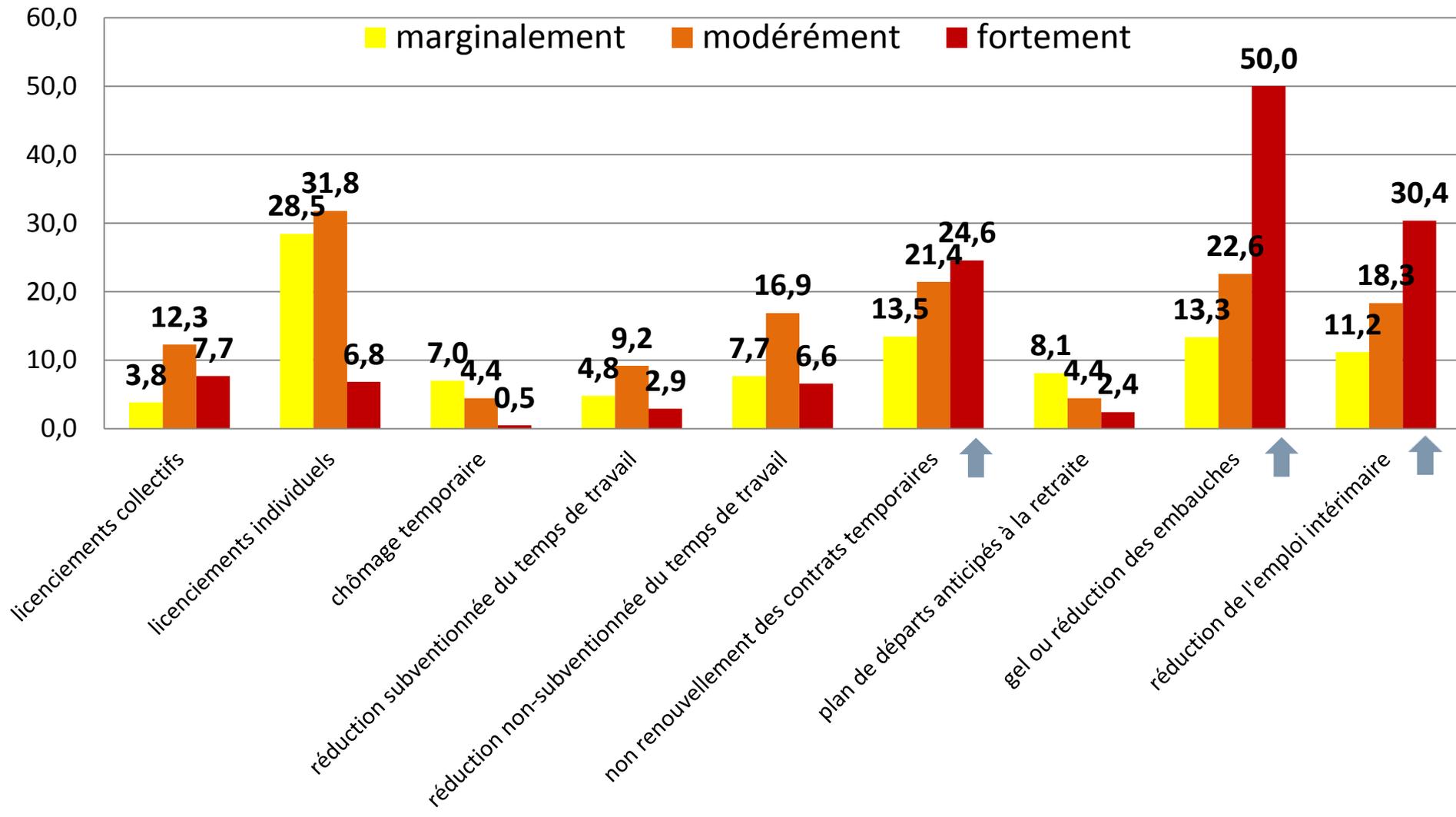
Évolution des coûts unitaires du travail en Europe



III. Ajustement des entreprises

Les firmes qui ont connu une baisse de leur activité ont essentiellement procédé à un ajustement externe : non renouvellement des CDD, moindre recours à l'emploi intérimaire, baisse des embauches. Horny et al, 2010

Modes d'ajustement des coûts du travail (pourcentage de firmes)



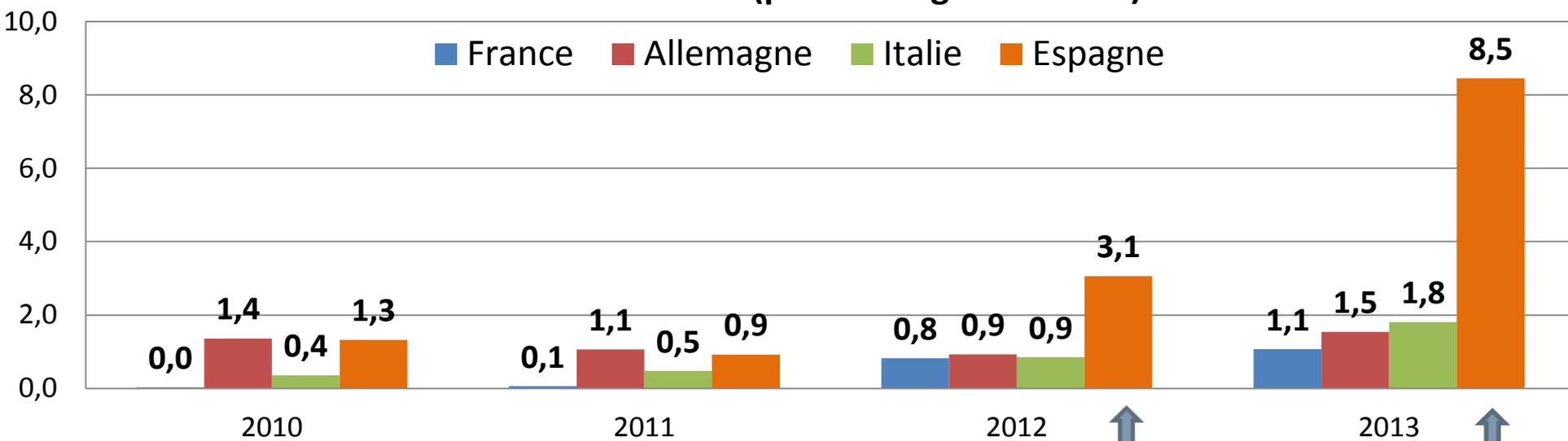
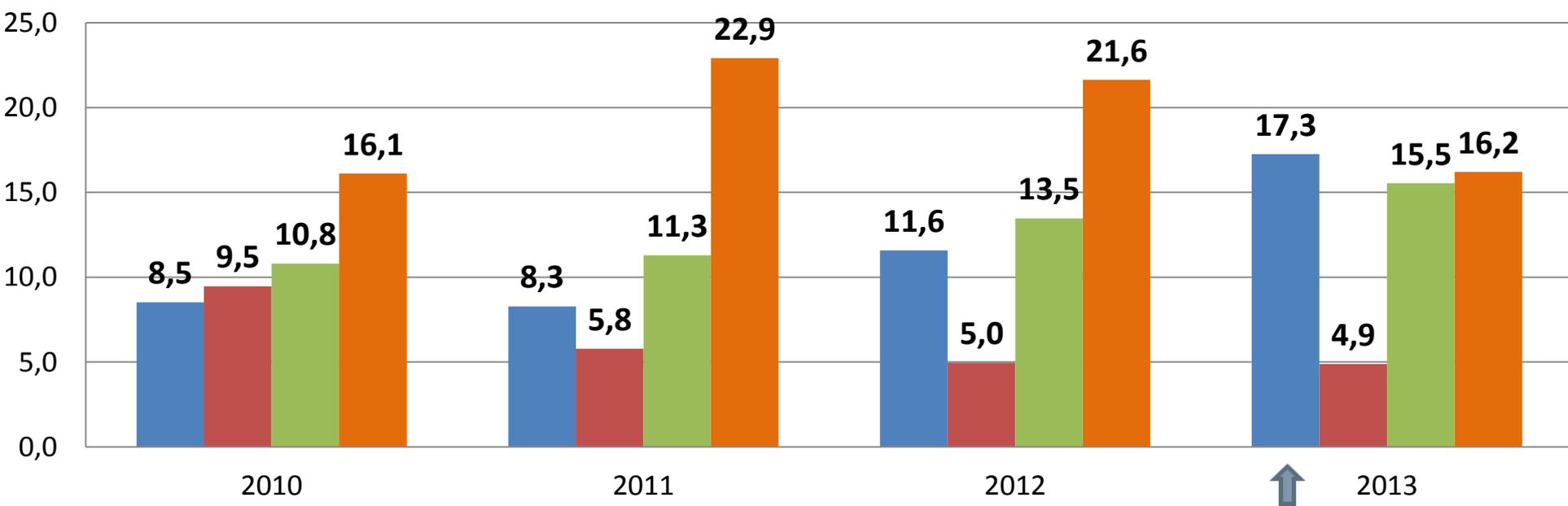
Les firmes qui ont connu une baisse de leur activité en France se sont ajustées en réduisant leur nombre d'employés et la part flexible du salaire. Il n'y a pas eu d'ajustement significatif du salaire de base.

	Salaire de base	Part flexible	Nombre d'emplois permanents	Nombre d'emplois temporaires	Nombre d'intérimaires
Secteur manufacturier	-0.0607	0.0275	-0.0913	0.0731	0.1186*
Construction	0.0479	0.0989	0.00113	-0.0653	-0.1215
Commerce	-0.1475**	-0.0907	-0.0709	-0.1138*	-0.0952
Services	Ref.				
5-19 employés	-0.1645**	-0.0941	-0.0964	-0.1340*	-0.1328*
20-49 employés	-0.0579	-0.2384***	0.0433	-0.1112	0.0419
50-199 employés	0.00665	0.0545*	-0.1460***	0.0705	-0.00724
200 et plus	Ref.				
Hausse de la demande	0.1973	0.1317	0.4702***	0.0197	-0.2473**
Demande stable	Ref.				
Baisse de la demande	-0.0538 ←	-0.3471*** ←	-0.5943*** ←	-0.3716*** ←	-0.3108*** ←

Note: Probit ordonné.

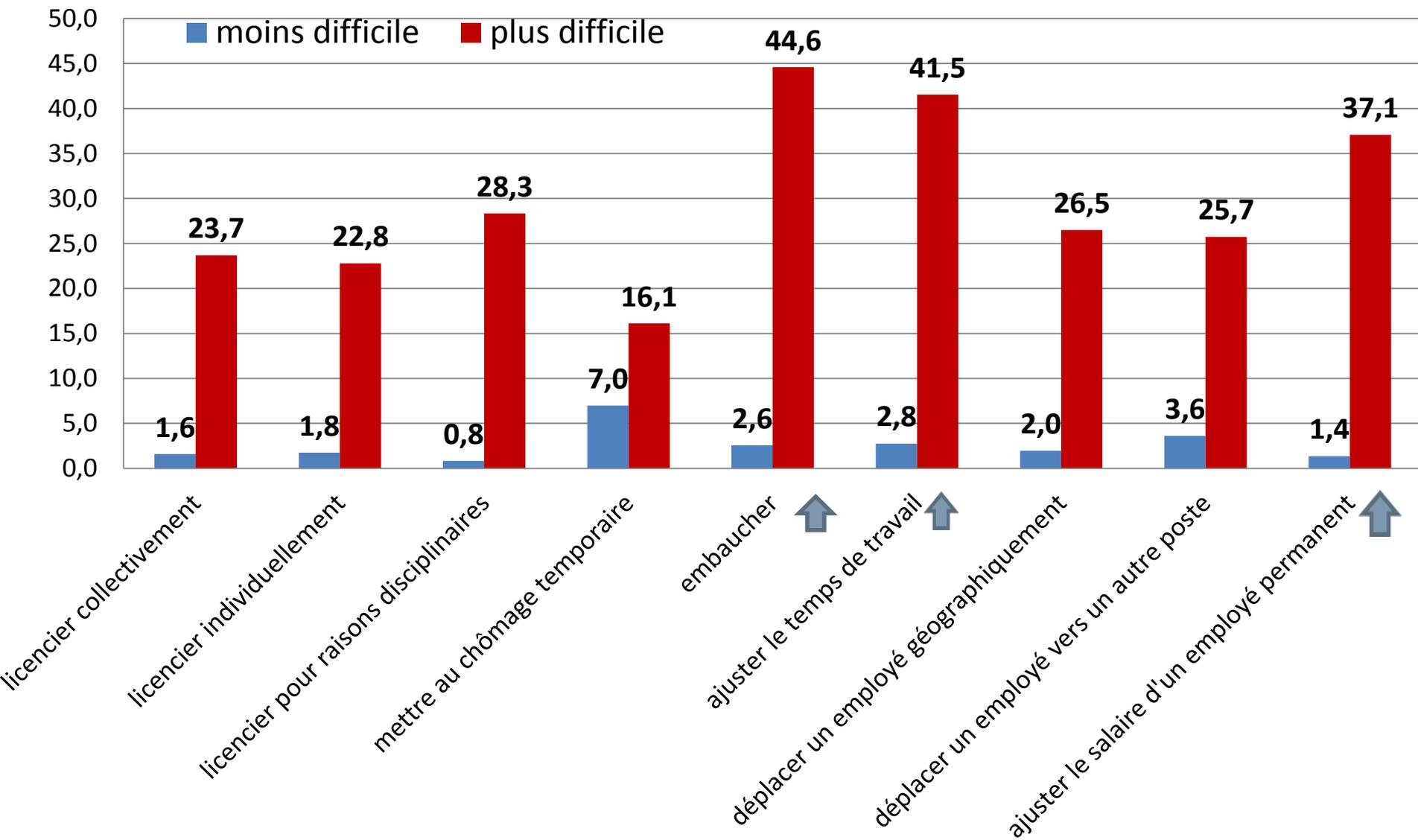
Lecture: * significatif à 10%, ** à 5%, et *** à 1%.

Source: Enquête WDN, pondération par le nombre d'employés

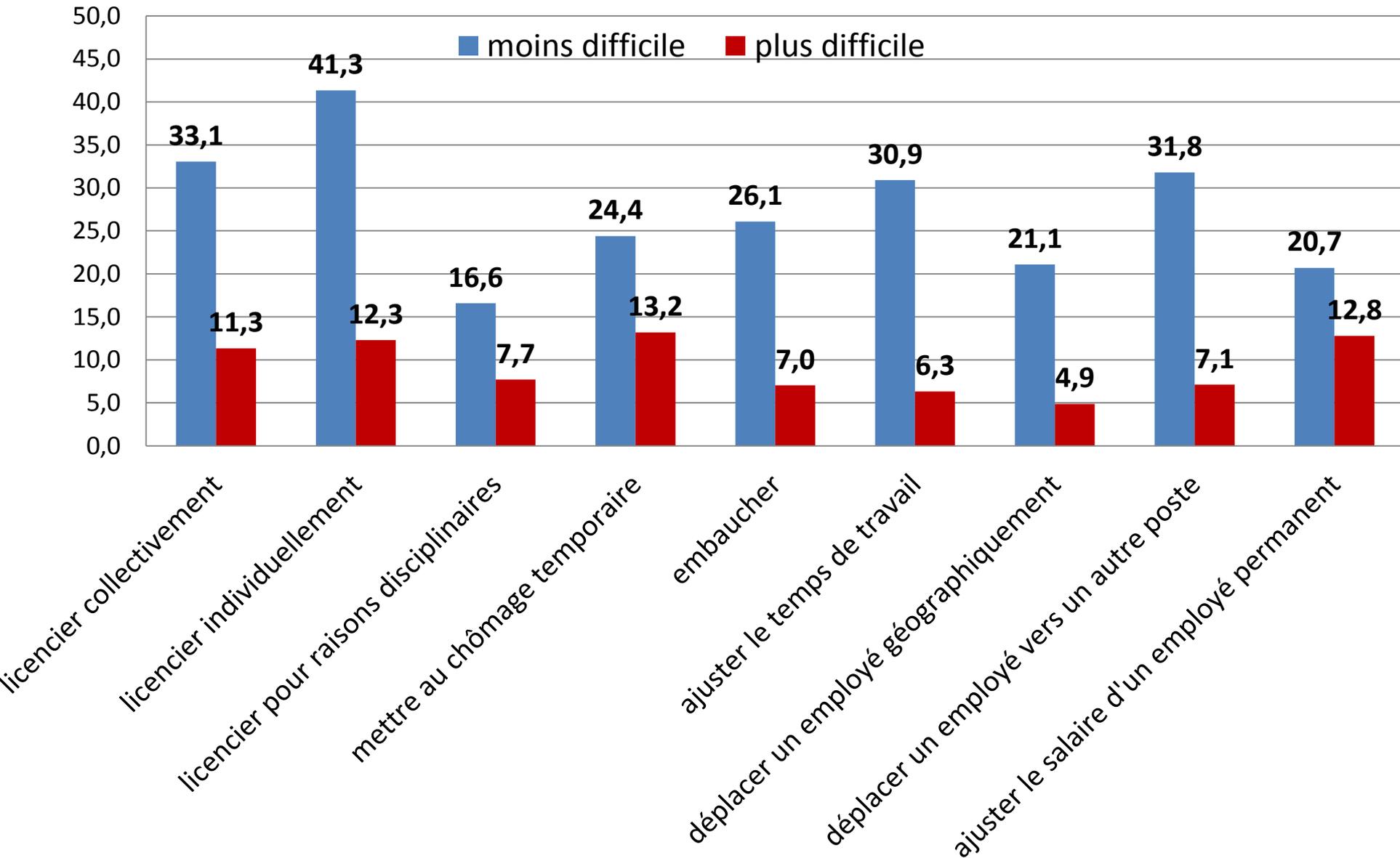
Baisse des salaires (pourcentage de firmes)**Gel des salaires (pourcentage de firmes)**

IV. Difficultés d'ajustement

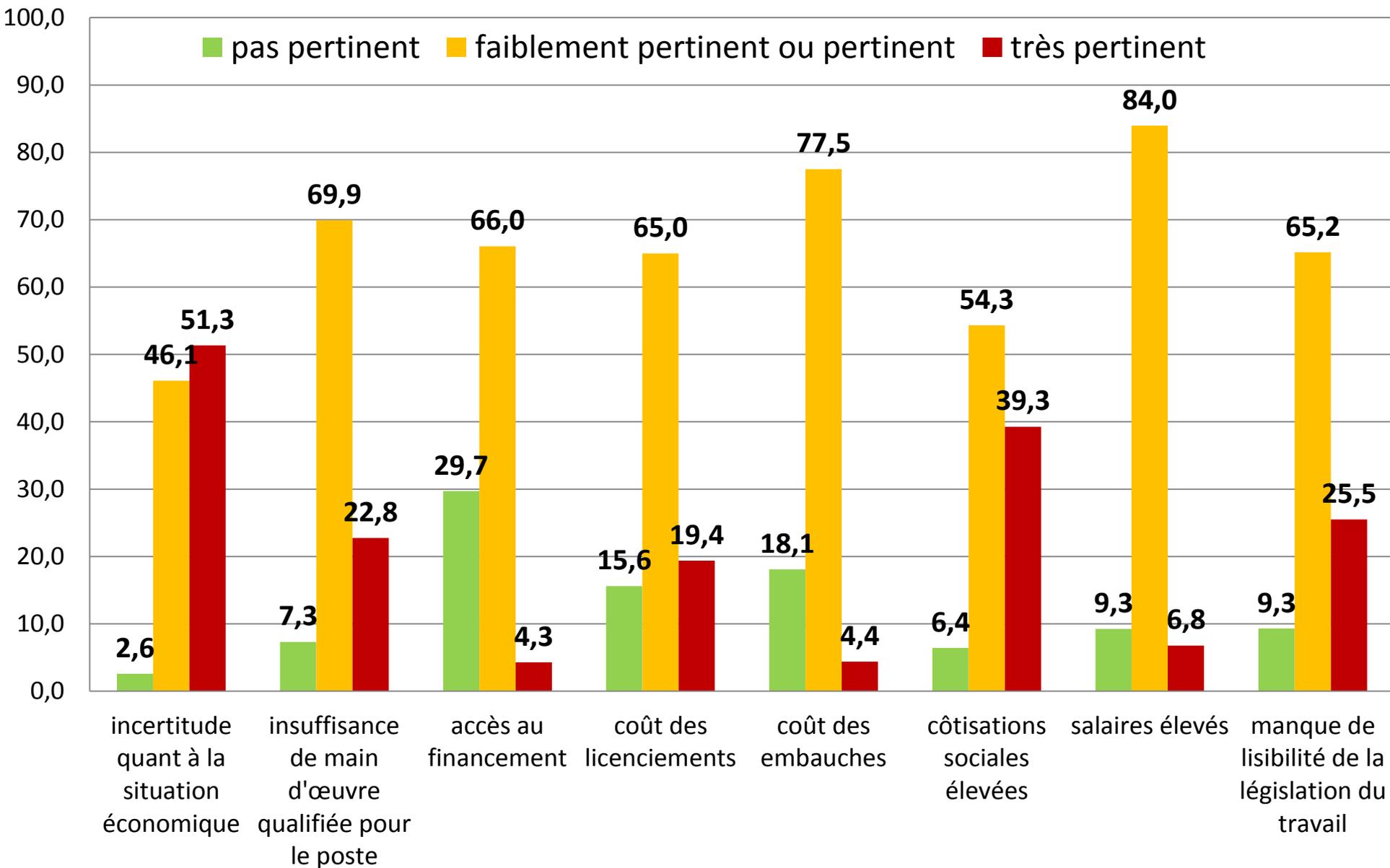
Évolution de la difficulté d'ajuster les coûts du travail en France entre 2010 et 2013 (pourcentage de firmes)



Evolution de la difficulté d'ajuster les coûts du travail en Espagne entre 2010 et 2013 (pourcentage de firmes)

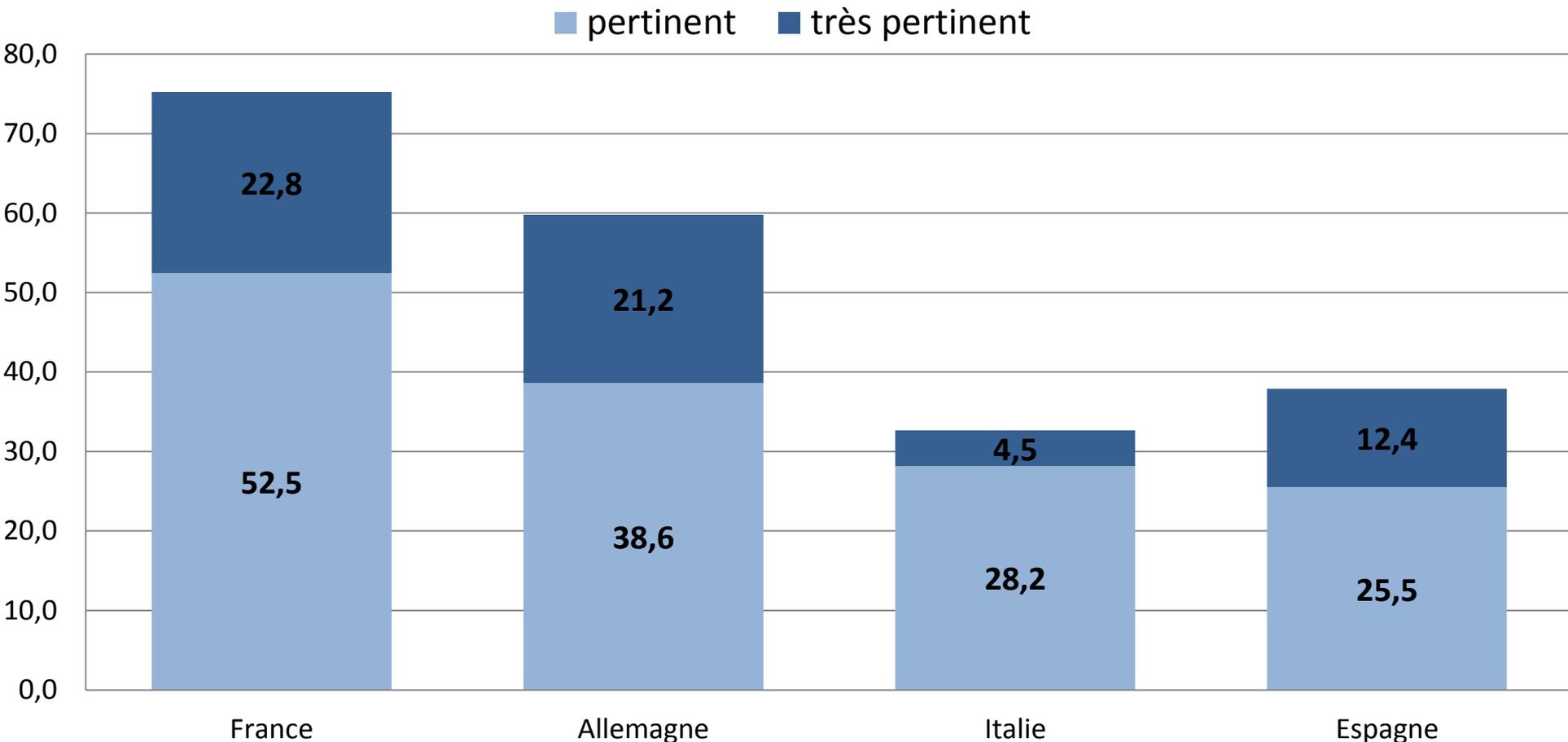


Causes de la difficulté d'embauche en France (pourcentage de firmes)



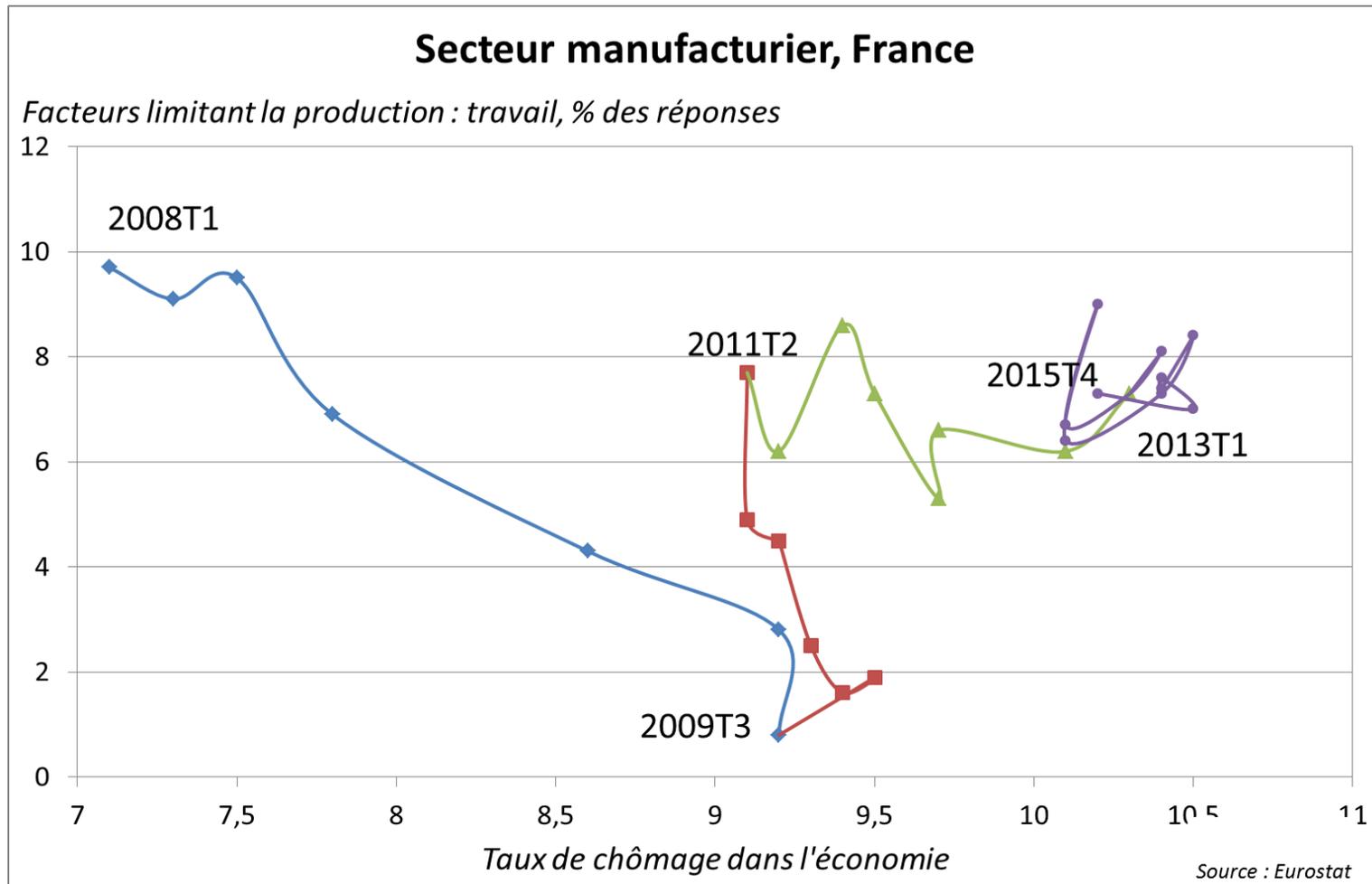
La situation diffère avec les autres États européens. Notamment l'Allemagne, dont le taux de chômage est pourtant plus faible sur la période. Cela suggère le développement de difficultés d'appariement sur le marché du travail. Blache et al., 2014

L'absence de main d'oeuvre qualifiée nuit à l'embauche (pourcentage de firmes)



Ces résultats correspondent au déplacement de la courbe de Beveridge. La poursuite de la hausse du chômage après le deuxième trimestre de 2011 alors que le taux de vacance d'emploi est stable entraîne un aplatissement notable de la courbe jusqu'au premier trimestre 2013 (en vert) pour le secteur manufacturier.

Maravalle et al, 2014



Source : Eurostat, calculs Banque de France

Conclusion

- Les entreprises françaises indiquent qu'elles n'ont pas perçu de difficultés de financement entre 2010 et 2013, à la différence des entreprises italiennes et espagnoles. La baisse de l'activité économique reflète principalement une diminution de la demande. En dépit de cette moindre activité, de nombreuses entreprises font état d'une hausse de leurs coûts, notamment salariaux.
- Les entreprises rapportent des difficultés à embaucher du personnel qualifié, ce qui suggère la présence d'un chômage structurel. Parmi les pays qui connaissent un chômage élevé, la France se singularise par des difficultés de recrutement proches de celles de l'Allemagne où le chômage est bas. Ces difficultés, alors que le chômage s'établit à des taux élevés, tendent à montrer une inadéquation entre les qualifications des demandeurs d'emplois et les besoins des entreprises.
- Les entreprises pointent également les conséquences de l'instabilité de la législation du travail qui freine l'embauche et contribue à détériorer le marché du travail. Ce manque de prévisibilité constitue une inquiétude pour les entreprises françaises.
- Au-delà des conséquences de cette instabilité, la comparaison entre les différents pays permet d'évoquer le rôle des institutions spécifiques qui y prévalent. Ainsi, en France, en Espagne et en Italie, outre l'incertitude sur la situation économique, des caractéristiques institutionnelles comme les coûts de licenciement et les cotisations sociales sont fréquemment considérées par les entreprises comme des freins à l'embauche, à la différence de l'Allemagne